

L'impact des dépenses publiques sur le bien-être en Algérie

BENLOULOU Salim Badreddine.Maître de conférence
Université de Tlemcen.

KHALDI Mustapha.Maître de conférence
Université de Tlemcen.

Résumé :

A partir du début des années 2000, la priorité de l'Etat était axée sur l'amélioration des services publics, la promotion du bien-être collectif ainsi que le développement des infrastructures économiques et sociales notamment ; par la mise en œuvre d'une stratégie d'impulsion budgétaire à la croissance économique, profitant de l'augmentation des recettes fiscales provenant des hydrocarbures.

L'amélioration des indicateurs économiques et sociaux fut la principale quête inscrite dans les programmes de l'Etat.

Le présent article se préoccupe de mesurer l'impact des dépenses publiques sur le bien-être social propre à l'Algérie.

Mots clés : bien-être social, dépenses publiques, mesure du bien-être.

الملخص

منذ بداية سنوات 2000 ، كانت أولوية الدولة مركزة على تحسين الخدمات العامة، تعزيز الرفاهية الاجتماعية وتطوير البنية التحتية الاقتصادية والاجتماعية على وجه الخصوص؛ عن طريق تنفيذ استراتيجية التحفيز المالي للنمو الاقتصادي، مستفيدة من الزيادة في الإيرادات الضريبية التوتولية. تحسين المؤشرات الاقتصادية والاجتماعية كانت الهدف الأسمى المرجو من خلال برامج الدولة. تهدف هذه الورقة البحثية إلى قياس أثر الإنفاق العام على ترقية الرفاهية الاجتماعية الخاصة بالجزائر.

كلمات مفتاحية: الرفاهية الاجتماعية، التفقات العامة، قياس الرفاهية الاجتماعية.

Introduction :

Les dépenses publiques sont généralement tributaires de la nature de l'Etat (Etat régalien, interventionniste, providentiel, ou *développementiste*) et de la politique économique mise en œuvre par les pouvoirs publics. Le volume des dépenses publiques et leur impact sont fonction des domaines d'intervention tels : investissements économiques, infrastructures et transferts sociaux.

En principe l'objectif de toute politique économique est de renforcer la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des populations et de leur bien-être actuel et futur¹ (objectif de développement durable) ; tenant compte d'autres facteurs ayant trait notamment ; à la redistribution des revenus et à la qualité de l'environnement.

La théorie des choix publics (Buchanan et Tullock 1962) démontre que le développement des interventions publiques peut s'expliquer non pas ; par la recherche d'un intérêt général, mais par le profit qu'en tirent certains groupes sociaux d'une part; les élus et les fonctionnaires d'autre part (objectif de réélection pour les premiers et avantages privés pour les seconds).

Même les institutions financières internationales (FMI, banque mondiale...), recommandent de plus en plus aux Etats d'amener le niveau de leurs investissements publics à des niveaux plus élevés afin de contrecarrer le ralentissement ou la faiblesse de la croissance économique ; surtout Lorsque le pays dispose de grandes capacités financières.

Le bien-être social revêt une grande importance aux yeux de l'Etat, car il permet d'apprécier au mieux l'adéquation entre les politiques de relance de la croissance économique et les politiques de lutte contre les inégalités.

Traditionnellement, le bien-être était apprécié par le niveau des revenus des populations (Pib par habitant). Mais en réalité, le critère « revenu » ne peut pas à lui seul nous renseigner sur la réalité de l'évolution du bien-être d'une société.

A cet effet, plusieurs indicateurs chiffrables ont été confectionnés, permettant ainsi de mesurer différentes composantes du bien-être. Ces derniers peuvent nous donner une idée sur l'évolution des sociétés et de leur bien-être global.

Par voie de conséquence, on peut déterminer si le bien-être s'améliore ou se dégrade ; seulement lorsque les différents indicateurs évoluent dans la même direction.

¹ - Romina Boarini, Asa Johansson et Marco Mira d'Ercole, les indicateurs alternatifs du bien-être, cahiers statistiques n° 11, OCDE, Septembre 2006

Amartya Sen a insisté depuis de nombreuses années sur la nécessaire prise en compte d'autres éléments : la santé d'une personne et son niveau d'éducation, pour que cette même personne puisse jouir de son revenu et par la suite traduire cette dépense en bien-être.

Joseph Stiglitz évoque que : parmi les déterminants du bien-être individuel figure en bonne place le temps de loisir. Ainsi, gagner plus d'argent est une bonne chose, mais si c'est en travaillant plus, alors le bilan est négatif.

En ce qui concerne l'Algérie, durant les années 1990 ; alors que le secteur public était dominant ; il a été constaté une faiblesse de l'investissement public à cause de la crise économique, notamment dans les infrastructures sociales et économiques, ce qui a porté atteinte à la croissance et par la même au bien-être de la population,

Dès le début des années 2000, la priorité de l'Etat était axée sur l'amélioration des services publics, la promotion du bien-être collectif ainsi que le développement des infrastructures économiques et sociales notamment ; par la mise en œuvre d'une stratégie d'impulsion budgétaire à la croissance économique, profitant de l'augmentation des recettes fiscales provenant des hydrocarbures. L'amélioration des indicateurs économiques et sociaux fut la principale quête inscrite dans les programmes de l'Etat.

Le présent article se préoccupe de mesurer l'impact des dépenses publiques sur le bien-être social propre à l'Algérie.

Pour le besoin de cette étude, il est fait usage de l'indice d'Andrew Sharpe et Lars Osberg. Cet indice étant largement pris en compte par les pays de l'OCDE, sachant qu'il intègre un éventail de variables qui composent le bien-être.

1- Appréciation et mesure du bien-être social en Algérie

Pour pouvoir apprécier et mesurer le bien-être social en Algérie nous allons tout d'abord commencer par une analyse de plusieurs indicateurs macro économique, pour ensuite mesurer l'indice de bien-être social en utilisant l'indice de Lars Oberg et d'Andrew Sharpe, indice largement utilisé par différents pays de l'OCDE.

En fin, une analyse de l'étude de l'impact des dépenses publiques sur l'évolution du bien-être social sera présentée pour tenter de tester les hypothèses de travail que nous avons proposé.

2.1 Analyse de l'évolution de l'IDH en Algérie :

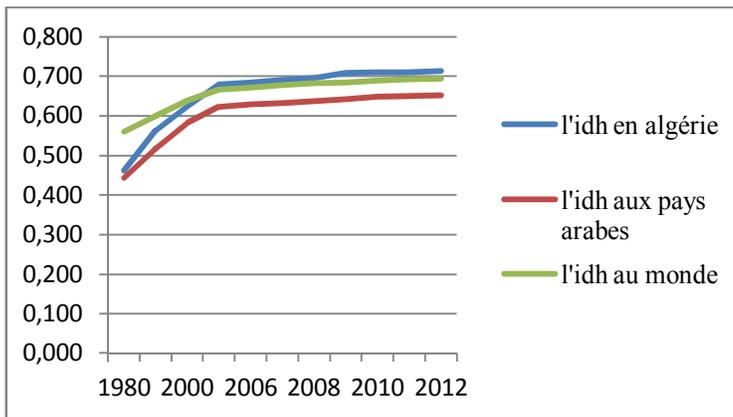
Nous entamons nos commentaires par l'analyse de l'évolution de l'IDH (indice de développement humain) en Algérie.

Tableau n° 1: Evolution de l'IDH (indice du développement humain)

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| l'IDH en Algérie | 0.461 | 0.562 | 0.625 | 0.680 | 0.685 | 0.691 | 0.695 | 0.708 | 0.710 | 0.711 | 0.713 |
| l'IDH aux pays arabes | 0.443 | 0.517 | 0.583 | 0.622 | 0.630 | 0.633 | 0.638 | 0.643 | 0.648 | 0.650 | 0.652 |
| l'IDH du monde | 0.561 | 0.600 | 0.639 | 0.666 | 0.672 | 0.678 | 0.683 | 0.685 | 0.690 | 0.692 | 0.694 |

Source : indicateur de développement humain, PNUD

Figure n° 1 : évolution de l'IDH en Algérie période 1980-2012



Source : élaboration du candidat à partir des données du PNUD

Ce qui est constaté à partir de ce tableau est que l'indice de développement humain de l'Algérie a connu une augmentation continue depuis 1980 à 2012 avec une augmentation de l'ordre de 54.66 % sur la période.

De même que cet indice a dépassé celui des pays arabes pour ce qui concerne du moins la toute la période prise comme paramètre de l'étude qui a été réalisée..

D'autre part, nous faisons remarquer que : entre 1980 et 2005 cet indice été inférieur à celui établi à l'échelle mondiale. Ce faisant, à partir de l'année 2005 l'indice en question ; commence à progresser et se rapproche même de l'IDH de quelque pays développés.

Il est à signaler que l'Algérie se situait en 2010 parmi les dix premiers pays au monde en termes de progrès réalisés en matière de développement : c'est ce qui apparait dans l'indice de développement humain publié par les instances officielles des nations unies : (PNUD/RDH 2010).

1.2. Evolution du Pib par habitant

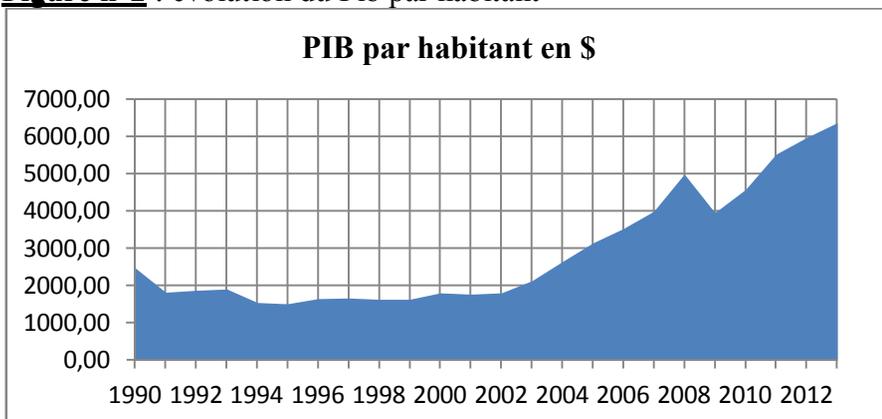
Tableau n° 2: évolution du PIB par habitant en Algérie (en \$)

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB par habitant en \$ | 2473.51 | 1820.00 | 1873.42 | 1894.91 | 1543.00 | 1499.15 | 1643.27 | 1658.72 | 1633.09 | 1628.26 | 1796.05 | 1768.58 |

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB par habitant en \$ | 1806.86 | 2128.39 | 2636.48 | 3141.03 | 3514.39 | 3992.41 | 4989.90 | 3947.41 | 4567.18 | 5522.03 | 5967.23 | 6369.90 |

Source : calculs du candidat à partir des données du FMI et banque mondiale, et ONS

Figure n°2 : évolution du Pib par habitant



Source : se référer à :S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014

Le PIB par habitant de l'Algérie a connu différentes évolutions. Il a enregistré une chute entre 1990 et 1991 pour se stabiliser par la suite jusqu'en 1993, puis il a chuté successivement en 1994 et 1995 (à cause de l'application des programmes d'austérité dictés par le FMI).

Entre 1996 et 2002. Le PIB a repris son ascension et s'est stabilisé autour de 1600\$ à 1800 \$.

Depuis l'année 2002 le Pib par habitant ayant fortement augmenté et cela peut être expliqué par l'engagement des politiques publiques à travers le lancement des différents programmes de relance de l'économie.

En 2009 i, on enregistre à une diminution du Pib par tête et cela est dû aux effets de la crise mondiale. A partir de 2010 ce même Pib est insufflé par une ascension forte et croissante. **Le Pib** par tête d'habitant a augmenté de presque 300 % entre 1999 à 2013.

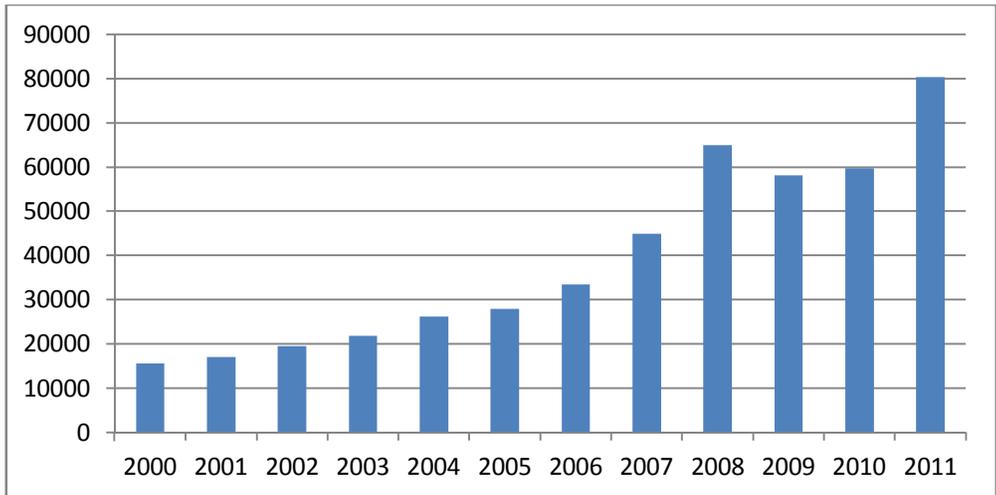
2.3 Evolution des dépenses publiques en Algérie

Tableau n°3 : Evolution des dépenses publiques globales en Algérie (millions \$) période 2000-2011

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-----------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| TDP en millions de \$ | 15654.09 | 17108.44 | 19459.88 | 21838.65 | 26252.90 | 28003.60 | 33428.96 | 44943.47 | 64897.02 | 58101.97 | 59686.77 | 80253.06 |

Source : banque mondiale

Figure n°3 : Evolution des dépenses publiques globales en Algérie



Source : Conception faite par les auteurs du présent article Sur la base des données de la Banque Mondiale.

Les dépenses publiques de l'Algérie ont connu une augmentation croissante et continue depuis 1990 à 2013 (en dinars courant).

Pour la période de 1991 à 1996 : l'augmentation des dépenses qui fût constatée peut être expliquée par les effets inflationnistes sur la monnaie en raison de l'enregistrement d'un très fort taux d'inflation durant cette période.

S'agissant de la période 2001 à 2013 ; l'augmentation des dépenses publiques est justifiée par le lancement des grands programmes de relance de l'économie et les programmes de développement.

A titre d'indication le volume des dépenses publiques se rapportant à l'année 2011 représente l'équivalent en dépenses de dix (10 années) cumulées, soit la période allant de l'année 1990 à l'année 1999 incluse. Cet accroissement du volume de dépense signalé pour l'année 2011 s'explique par ; l'engagement de la politique budgétaire de l'Algérie et le souci de l'Etat de rattraper son retard effectué en matière d'investissement les

Revue finance et marchés Dr BENLOULOU Salim Badreddine. Dr KHALDI Mustapha équipements, les infrastructures et les programmes de développement en faveur de la population.

Tableau n°4 : Répartition des dépenses publiques d'investissement à caractère définitif par secteur d'activité (en million de DA)

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|--------|--------|--------|
| éducation formation | 17400 | 18500 | 22900 | 25650 | 36600 | 37795 | 41800 | 85529 | 76558 | 71418 |
| infrastructures soci-culturelles | 6300 | 6500 | 8800 | 9550 | 10200 | 10270 | 10050 | 23857 | 38521 | 37915 |
| Habitat | 10000 | 7900 | 12800 | 12430 | 54000 | 63741 | 59383 | 146640 | 54402 | 91980 |
| Divers | 19500 | 33500 | 39000 | 43500 | 18477 | 19459 | 21500 | 26100 | 28000 | 28120 |
| PCD | 18800 | 18000 | 19500 | 20850 | 21000 | 24091 | 20000 | 48000 | 40000 | 39000 |
| infrastructures éco et admin | 26800 | 25500 | 31900 | 37100 | 47380 | 47155 | 57694.5 | 136423 | 177524 | 114093 |

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|----------------------------------|--------|--------|---------|-----------|--------|--------|---------|--------|---------|
| éducation formation | 77807 | 149770 | 24114 | 135787.8 | 139331 | 300925 | 310508 | 428486 | 198511 |
| infrastructures soci-culturelles | 52621 | 58663 | 103900 | 105826.34 | 104874 | 211060 | 254339 | 177816 | 91125 |
| Habitat | 97978 | 162485 | 150554 | 324843 | 317074 | 617975 | 328259 | 396466 | 409665 |
| Divers | 35000 | 128920 | 242431 | 259800 | 244893 | 258556 | 300000 | 300000 | 300000 |
| PCD | 33553 | 46000 | 42800 | 106780 | 75000 | 95000 | 60000 | 60000 | 67000 |
| infrastructures éco et admin | 117831 | 677697 | 1166121 | 1059957.2 | 468105 | 801776 | 1473561 | 743382 | 1496802 |

Source : calculs effectués sur la base des données rapportées par « les lois des finances de 1994 à 2012 » - se référer aux travaux de : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014.

L'analyse des dépenses d'investissement du secteur de l'éducation et de la formation nous indique une augmentation croissante et continue depuis 1994 à 2006, pour connaître une baisse en 2007 et 2008. A partir de 2009 ses dépenses ont repris leur progression avec le lancement du 3 plan quinquennal, pour ensuite chuter en 2012 avec le début d'achèvement des projets. Le pic a été enregistré en 2011.

La même remarque est valable aussi pour les dépenses d'investissement du secteur d'infrastructures socioculturelles qui ont connu un certain niveau entre 1994 et 2005 pour prendre une tendance vers la hausse depuis 2006 jusqu'en 2010. Mais à partir de 2011 ses dépenses ont connu une baisse. Le pic a été enregistré en 2010.

Pour ce qui est des dépenses du secteur de l'habitat, nous avons constaté qu'ils ont été faibles de 1994 à 2004, pour prendre une tendance

Revue finance et marchés Dr BENLOULOU Salim Badreddine. Dr KHALDI Mustapha haussière depuis 2005 avec la volonté des pouvoirs publics de lancer les grands projets d'habitat en faveur de toutes les catégories de la population sous différentes formules. Le pic de ses dépenses a été enregistré en 2009.

Concernant les dépenses des plans communaux de développements ses derniers étaient stables durant la période allant de 1994 à 2000 pour ensuite doubler à partir de 2001 à 2006. La tendance haussière a continué à s'afficher à partir 2007 où on enregistre son point culminant.

Pour ce qui est des dépenses en infrastructures économiques et administratives, là aussi nous avons remarqué que leurs niveaux été faible de 1994 à 2004 pour prendre une tendance très forte vers le haut à partir de 2005. L'année 2012 a vue l'enregistrement de son plus fort montant.

2.4 Analyse de l'évolution des salaires en Algérie

Tableau n°5 : Evolution des salaires (2000-2010)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------------------|----------|------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| total des travailleurs | 6063000 | 6381000 | 7356000 | 6683000 | 7797000 | 8043000 | 8866000 | 8591000 | 9460000 | 9468000 | 9736000 |
| rémunération des salariés million DA | 884617 | 970615.3 | 1048922 | 1137905 | 1278516 | 1363927 | 1500109 | 1721934 | 2138367 | 2360459 | 2917459 |
| ratio rémunéré/tot al trav | 0.145904 | 0.15211022 | 0.142594 | 0.170269 | 0.163975 | 0.169579 | 0.169198 | 0.200435 | 0.233803 | 0.249309 | 0.299657 |
| Ratio annuel en millions | 145904.2 | 152110.218 | 142594.1 | 170268.6 | 163975.4 | 169579.3 | 169198 | 200434.7 | 233803.5 | 249309.1 | 299656.8 |
| Salairé moyen mensuel en DA | 12158.68 | 12675.8515 | 11882.84 | 14189.05 | 13664.62 | 14131.61 | 14099.83 | 16702.89 | 19483.62 | 20775.76 | 24971.4 |

Source : calcul effectués selon les données de l'ONS se référer à : S.B. BENLOULOU « thèse de doctorat » Année 2013-2014

L'analyse de l'évolution des salaires moyens mensuels nous montre que ses derniers ont augmenté de 100 % de 2000 à 2010 avec une évolution nette et continue à partir de 2006, et cela peut être expliqué par les différentes augmentations de salaires qu'ont connu tous les secteurs de l'économie, et qui ont contribué à l'amélioration du pouvoir d'achat.

2.4 Mesure et analyse de l'indice du bien-être en Algérie période 2000-2011

Les concepteurs de cet indicateur, ont proposé une pondération standard qui attribut un coefficient de 0.4 aux flux de consommation, de 0.1 au stock de richesse et de 0.25 respectivement à l'égalité et à la sécurité économique. La formule de calcul de l'indicateur et la suivante :

Revue finance et marchés Dr BENLOULOU Salim Badreddine.Dr KHALDI Mustapha
IBEE = 0.4 [(C+G+CL)] + 0.1 [(K+RD+HC-D-ED)] + [0.1875 (LIM) + 0.0625(Gini)] + [0.0694 (UR) + 0.1040 (ILL) + 0.0540 (SP) + 0.0226 (OLD)].

Où :

IBEE : indicateur du bien-être économique

C : consommation individuelle réelle ajustée par habitant. (en UMN¹)

G : dépenses publiques courantes réelles, à l'exclusion du service de la dette. (en UMN)

CL : évolution dans les loisirs

K : stock réel de capital (logement compris) par habitant. (en UMN)

RD : stock réel de recherche et développement par habitant. (en UMN)

HC : stock réel de capital humain par habitant. (en UMN)

D : dette extérieure réelle nette par habitant. (en UMN)

ED : coût social réel par habitant de la dégradation de l'environnement (émission de CO2) (en UMN)

LIM : intensité de la pauvreté.

Gini : coefficient de Gini pour le revenu après impôt.

UR : risque de chômage.

ILL : risque de maladie

SP : risque de pauvreté lié à la monoparentalité.

OLD : risque de pauvreté lié à la vieillesse.

¹ - UMN : unité monétaire nationale

Pour les sous composantes de l'inégalité et de la pauvreté, une certaine perspective rawlsienne (le bien-être du moins riche) tendrait à effectuer une plus grande importance à la pauvreté qu'aux tendances globales de l'inégalité. Sur cette base, une pondération de 0.1877 soit (=0.25*0.75) soit (¾) a donc été appliquée à l'intensité de la pauvreté et de 0.0625 soit (0.25*0.25) soit (¼) au coefficient de Gini

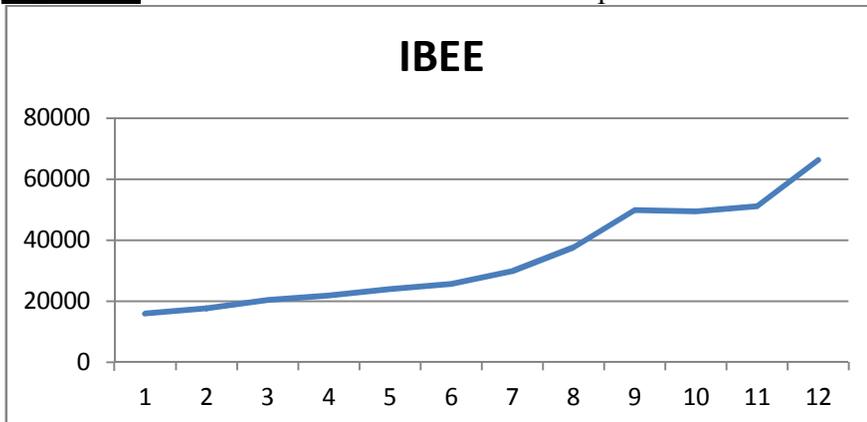
Revue finance et marchés Dr BENLOULOU Salim Badreddine. Dr KHALDI Mustapha
Tableau n°6 : Calcul de l'indice du bien-être selon le modèle de Lars Osberg et Andrew Sharpe

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| consommation finale individuelle des ménages (C) en \$ | 746.6390527 | 773.072702 | 794.7355191 | 861.639927 | 1016.597735 | 1060.451795 | 112.571696 | 1263.295245 | 1501.544 | 1476.872893 | 1561.901649 |
| Dépense publiques courantes réelle a l'exclusion du service de la dette (G) en \$ par habitant | 38619.35357 | 42677.13381 | 49360.15789 | 53009.252 | 58450.22555 | 62456.24715 | 72816.4073 | 91979.47309 | 121933.8143 | 120961.6564 | 125338.1701 |
| Evolution dans les loisirs (CL) substitué par (usagers de l'internet pour 100 habitants) | 0.00215 | 0.00419 | 0.00409 | 0.07988 | 0.09716 | 1.13040 | 1.94742 | 1.75120 | 1.68849 | 3.24631 | 3.65411 |
| Stock réel de capital (logements compris) par habitants (K) (formation brute du capital fixe) en \$ | 150.5341316 | 161.9317682 | 175.0312468 | 211.2138099 | 284.4173642 | 315.0510699 | 373.1780706 | 512.7890994 | 774.0089056 | 722.1818249 | 786.3213791 |
| Stock réel de RGD par habitant (RD) substitué par (nombre de chercheurs en RGD sur un million d'habitant) | 115.12500 | 135.54800 | 141.45800 | 156.78900 | 162.78900 | 170.05971 | 173.58990 | 176.25960 | 182.85947 | 184.55890 | 189.52020 |
| Stock réel de capital humain par habitant (HC) | 54.07316 | 56.04461 | 58.41905 | 59.27626 | 60.16256 | 60.93282 | 61.50123 | 63.25000 | 64.77353 | 65.68104 | 66.39150 |
| Dettes extérieures réelles nettes par habitant (D) (\$) | 833.48111 | 733.74517 | 731.82225 | 743.75438 | 691.03543 | 518.63026 | 175.92744 | 179.83903 | 180.38622 | 210.82700 | 203.30799 |
| Coût social réel par habitant de dégradation de l'environnement (émission de CO2) (ED) mètre cube par habitant | 0.03010 | 0.02417 | 0.01308 | 0.02063 | 0.02523 | 0.03335 | 0.04138 | 0.05972 | 0.11615 | 0.18884 | 0.21220 |
| Intensité de la pauvreté (LM) (extrême) | 19.67 | 19.82 | 20.22 | 20.36 | 20.82 | 21.12 | 21.46 | 21.04 | 20.74 | 20.33 | 19.78 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| pauvreté -125 \$ par jour) | | | | | | | | | | | |
| Coefficient de Gini pour le revenu après un pot Gini | 51.11 | 53.36 | 53.79 | 54.72 | 50.18 | 49.28 | 47.72 | 47.37 | 46.26 | 46.13 | 44.49 |
| Risque de chômage (UR) (taux de chômage) | 29.80 | 27.30 | 25.90 | 23.70 | 20.10 | 15.30 | 12.30 | 13.80 | 11.30 | 10.20 | 10.00 |
| Risque de maladie (LL) (accès aux soins % de la population) | 32.00 | 32.00 | 33.00 | 34.00 | 34.00 | 35.00 | 35.00 | 37.00 | 37.00 | 37.00 | 37.00 |
| Risque de pauvreté lié à la monoparentalité (SP) (substitué nombre d'enfants abandonnés) | 4000 | 5000 | 5500 | 5800 | 6000 | 6300 | 6700 | 7000 | 7200 | 7000 | 6781 |
| Risque de pauvreté lié à la vieillesse (OLD) (% population +65 ans) | 2.20336 | 2.20161 | 2.20149 | 2.20264 | 2.20460 | 2.20712 | 2.20996 | 2.21342 | 2.21845 | 2.22622 | 2.23726 |
| IBEE | 15923.34843 | 17624.38341 | 20335.69864 | 21842.40719 | 24104.41977 | 25761.86144 | 29988.95042 | 37744.80918 | 49859.19529 | 49442.15202 | 51222.61758 |

Source : calculs effectués à partir des données de : ONS, banque mondiale, et différents rapports sur l'Algérie se référer à : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014 « Impact des dépenses publiques sur le bien être »

Figure n° 4 : évolution de l'indice du bien-être période 2000-2011



Source : Se référer à : S.B. BENLOULOU « thèse de doctorat » Année 2013-2014 « Impact des dépenses publiques sur le bien être »

Le graphe ci-dessus indiquant l'évolution de l'indice du bien-être faisant apparaître une croissance très forte et continue depuis 2000 jusqu'en 2011, avec notamment une augmentation de plus de 300 %.

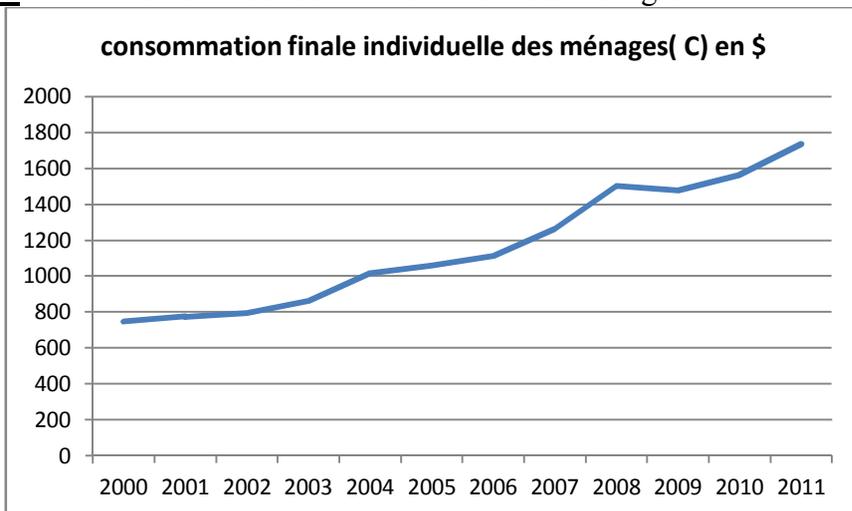
Pour la période allant de 2008 à 2010 l'indice a connu une certaine stabilité due principalement à la crise financière faisant subir un recul apparent des dépenses publiques de l'Algérie en 2009 (comportement prudent de la part de l'Etat).

Les choses ont connu une nette amélioration à partir de 2011 où l'indice a retrouvé sa progression normale (augmentation de 30% par rapport à 2010).

A notre avis cette croissance forte de l'indice du bien-être est justifiée par l'intervention massive de l'Etat ; par le biais du lancement des plans quinquennaux de développement. (Cette confirmation va être testée ultérieurement avec des outils statistiques).

2.6 Evolution de la consommation finale des ménages

Figure 5 : Evolution de la consommation finale des ménages



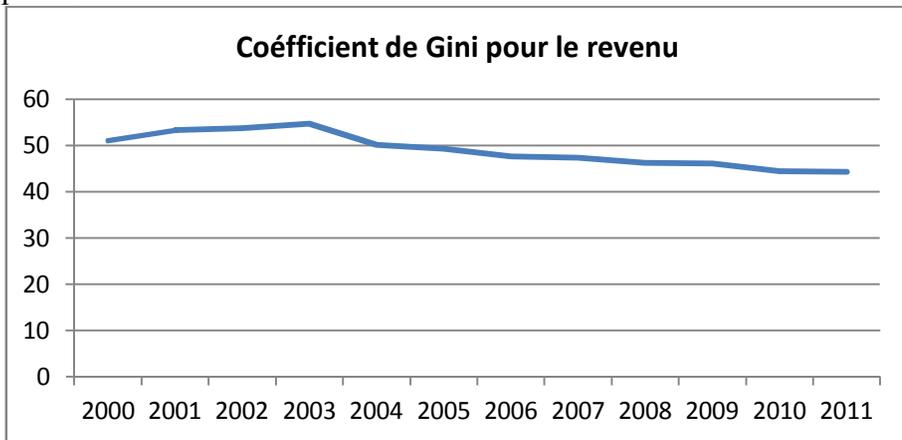
Source : se référer à : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014

« Impact des dépenses publiques sur le bien être »(selon les données de L'O.N.S.)

Comme déjà signalé plus haut, le bien-être peut être appréhendé par l'analyse de la consommation des ménages. Cette dernière a connu elle aussi une forte augmentation depuis 2000 jusqu'en 2011, elle est passée de 746 \$ à 1736 \$ par an (croissance de plus de 130%) et cela peut être expliqué par l'amélioration du pouvoir d'achat de la population et la stabilité et maîtrise des prix à la consommation (taux d'inflation) durant cette période additionnellement à l'augmentation des salaires.

2.7 Evolution du coefficient de Gini en Algérie

Figure n° 6 : évolution du coefficient de Gini en Algérie période 2000-2011



Source :Se référer à : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014 « Impact des dépenses publiques sur le bien être »

L'analyse de l'évolution du coefficient de Gini pour l'Algérie ; durant la période allant de 2000 à 2011 ; indique que le poids inégalités dans la distribution des revenus a régressé étant donné que cet indice décline relativement de période en période (entre 2005 et 2011): ce qui signifie une réduction de disparités, dans la distribution des revenus de la population.

2.8 Analyse de l'impact des dépenses publiques sur le bien-être

Tableau n°7: Corrélation entre l'indice du bien-être et les dépenses publiques

| IBEE (indice du bien-être) | Coefficient de corrélation (r) | coefficient de détermination (R ²) |
|----------------------------|--------------------------------|--|
| Tdp | 0.99 | 0.9801 |
| Ef | 0.88 | 0.7666 |
| Ics | 0.87 | 0.7500 |
| Hab | 0.83 | 0.6909 |
| Dic | 0.89 | 0.7941 |
| Pcd | 0.62 | 0.3853 |
| Iea | 0.62 | 0.3810 |

Source se référer à : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014 « Impact des dépenses publiques sur le bien être »

Tableau n°8: Regression with Newey-West standard errors

| Ibee | Coef. | Newey-West Std. Err. | T | P> t | [95% Conf. Interval] | |
|-----------------|----------|----------------------|--------------|--------|----------------------|-----------|
| | 0.749949 | | | | | |
| Tdp (X0) | 1 | 0.0246631 | 30.41 | 0.0000 | 0.6949963 | 0.8049019 |
| Ef (X1) | 8.801583 | 0.5850441 | 15.04 | 0.0000 | 7.498024 | 10.10514 |
| Pcd (X2) | 8.528228 | 1.351578 | 6.31 | 0.0000 | 5.516725 | 11.53973 |
| Hab (X3) | 5.726415 | 1.646934 | 3.48 | 0.0060 | 2.056817 | 9.396012 |
| Ics (X4) | 26.83801 | 9.62507 | 2.79 | 0.0190 | 5.39202 | 48.28401 |
| Div (X5) | 13.46137 | 2.649448 | 5.08 | 0.0000 | 7.558027 | 19.3647 |
| Iea (X6) | 1.553857 | 0.4028082 | 3.86 | 0.0030 | 0.6563442 | 2.451369 |

Source : se référer à : calculs effectués par : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » « Impact des dépenses publiques sur le bien être » Année 2013-2014.

calcul effectués en utilisant le logiciel Stata. (ibee : indice de bien-être, tdp : total des dépenses publiques, ef : éducation et formation, ics : infrastructures sociales et culturelles, hab. : habitation, div : divers, pcd : plans communaux de développement, iea : infrastructures économiques et administratives).

Pour tester les hypothèses, nous avons réalisé une analyse statistique (test de t de Student) sur les variables (dépenses publiques) qui influent sur le bien-être.

Pour le besoin de notre analyse nous avons utilisé un logiciel de traitement des données Stata 16 complété par l’usage de la méthode de régression de Newey-West.

L’examen de la signification des valeurs des paramètres (coefficient d’orientation, de détermination, coefficient de corrélation, ...) présentés dans les deux derniers tableaux ci-dessus, nous permettra de vérifier nos hypothèses de recherche.

Les résultats du test T montrent ; que toutes les hypothèses formulées ne peuvent pas être rejetées au seuil de 0.05 ($p < 5\%$), parce que le t de Student doit être supérieur à 1.96.

La qualité globale du modèle peut être évaluée par l’intermédiaire d’un coefficient de détermination générale R^2 . Ce coefficient correspond à la moyenne des coefficients de détermination observés sur les variables dépendantes.

En analysant les résultats du test de Student présentés dans le tableau ci-dessus, nous pouvons déduire ce qui suit :

1- analyse de l'effet des dépenses publiques dans leur totalité (Tdp : total des dépenses publiques) sur l'indice du bien-être (IBEE) :

Par hypothèse, nous supposons :

Ho : l'inexistence d'impact positif entre les dépenses publiques et le bien-être et

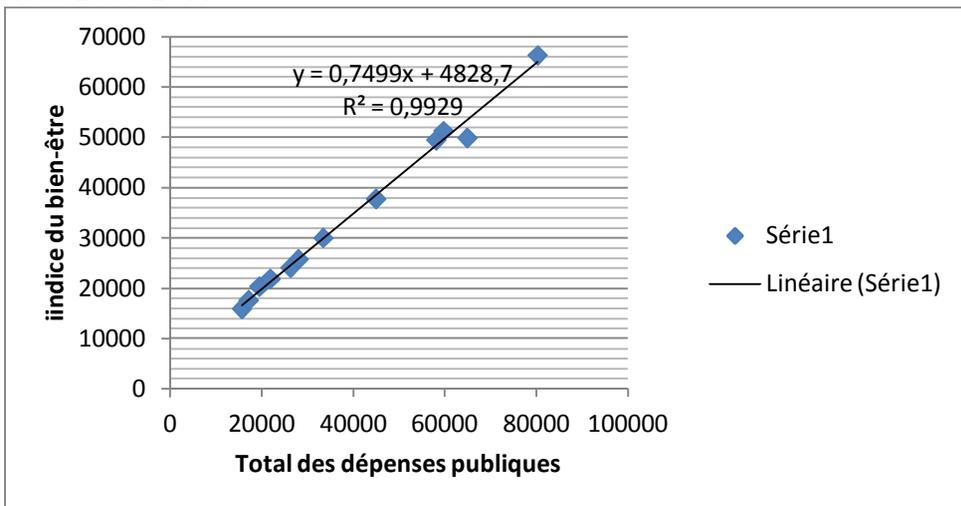
H1 : il existe un impact positif entre les dépenses publiques et le bien-être.

L'hypothèse qui stipule l'existence d'un impact positif des dépenses publiques globales sur le bien-être est validée et très significative, puisque [$t=30.41 > 1.96$], et la probabilité d'erreur est $< 5\%$.

D'autre part; les résultats du test font montre de l'existence d'une interdépendance entre les variables (dépenses publiques et indice du bien-être) $a=0.7499491$ (coefficient de régression) ; ce qui signifie que toute augmentation d'une unité de « tdp » aura comme conséquence une augmentation de 74.99 % sur l'indice du bien-être.

De même que le coefficient de corrélation entre les deux variables est très fort $r = 0.99$ ce qui explique l'effet de causalité positif et significatif qui existe entre les deux variables (total des dépenses publiques et l'indice du bien-être).

Figure n°7 : relation entre dépenses publiques globale et l'indice du bien-être période 2000-2011



Source : se référer à : S.B. BENLOULOU « thèse de doctorat » Année 2013-2014
« Impact des dépenses publiques sur le bien être »

1 – Analyse de l'effet des dépenses publiques par secteur sur l'indice du bien-être :

Par le biais de cette analyse ; nous avons procédé à un test de l'impact de la structure des dépenses publiques (l'impact de chaque dépense) sur l'indice du bien-être pour essayer d'élucider lesquels parmi ces variables (les dépenses par secteur) qui ont le plus d'impact sur l'indice du bien-être.

A l'issue de ce test, il fut constaté qu'il existe un impact positif et fort des dépenses d'éducation et formation sur le bien-être [$t=15.04 > 1.96$, $p < 5\%$, $r=0.88$], de même que les dépenses d'infrastructures sociales et culturelles ont eux aussi un impact fort et positif sur le bien-être [$t = 5.08 > 1.96$, $p < 5\%$, $r=0.87$].

La même remarque est valide pour les dépenses de l'habitat [$t=3.48 > 1.96$, $p < 5\%$, $r= 0.83$], ainsi que pour les dépenses diverses [$t=6.31 > 1.96$, $p < 5\%$, $r=0.89$].

Par contre, pour ce qui est de l'impact des dépenses des plans communaux de développement et des dépenses en infrastructures économiques et administratives sur le bien-être [$t=2.79$, $p < 5\%$, $r=0.62$][$t=3.86 > 1.96$, $p < 5\%$, $r=0.62$] il fut constaté que ces dépenses ont certes un effet significatif, mais leur impact sur le bien-être n'est pas très fort ; puisqu'il a été relevé des coefficients de corrélation faibles (< 0.7).

Selon notre avis, cet état de fait peut être expliqué, par le gaspillage de la part de l'Etat ou de ses institutions des fonds publics; puisque ces dépenses n'ont pas apportées plus que les autres dépenses en termes d'efficacité et/ou de rendement sur l'indice du bien-être ; en comparaison aux autres dépenses publiques qui ont été beaucoup plus efficaces en termes d'impact sur le bien-être.

La validité de notre hypothèse et sa signification peut être reconfirmé; quant à l'impact positif des dépenses publiques sur l'indice du bien-être ; aussi bien par le biais des dépenses effectuées par secteur d'activité.

L'analyse des coefficients de détermination, servant comme indication de la qualité du modèle s'avère positive ($0 < R^2 < 1$) pour toutes les variables (les dépenses publiques par secteur d'activité).

Statistiques de la régression

| | |
|---|-------------|
| Coefficient de détermination multiple | 0.994648823 |
| Coefficient de détermination R ² | 0.989326282 |
| Coefficient de détermination R ² | 0.97651782 |
| Erreur-type | 2511.340078 |
| Observations | 12 |

ANALYSE VARIANCE

| | Degré de liberté | de Somme des carrés | des Moyenne des carrés | F | Valeur critique de F |
|------------|------------------|---------------------|------------------------|------------|----------------------|
| Régression | 6 | 2922838881 | 487139813.5 | 77.2400543 | 9.1284E-05 |
| Résidus | 5 | 31534144.95 | 6306828.99 | | |
| Total | 11 | 2954373026 | | | |

Source : Calcul effectué par le biais du logiciel Excel 2010. Se référer à : S.B. Benloulou « thèse de doctorat » Année 2013-2014-« Impact des dépenses publiques sur le bien être »

La variance expliquée par le modèle est de $R^2 = 0,98$, ce qui est très élevé ; le modèle semble très bon ;

Le tableau d'analyse de variance et le test F associé indique effectivement que le modèle est globalement très significatif ; $F_{calc} = 77,24$, avec une probabilité critique (p-value) très nettement en deçà du seuil de 5 % couramment utilisé dans la pratique ;

D'autre part, en utilisant les données des tableaux précédents, il nous a été possible d'élaborer la formule de régression multiple (entre l'indice du bien-être et l'ensemble des dépenses publiques par secteurs) de la manière suivante :

$$Y = a_1 X_1 + a_2 X_2 + a_3 X_3 + a_4 X_4 + a_5 X_5 + a_6 X_6 + b + \varepsilon$$

Qui devient :

$$Y = 8.801583 X_1 + 26.83801 X_2 + 5.726415 X_3 + 13.46137 X_4 + 8.528228 X_5 + 1.553857 X_6 + b + \varepsilon$$

Aussi, nous avons jugé utile d'élaborer la formule de régression simple (entre l'indice du bien-être et le total des dépenses publiques) pour pouvoir apprécier leur tendance, de la manière suivante :

$$Y = a X + b$$

Qui devient :

$$Y = 0.7499 X + 4828 + \varepsilon$$

Ce que nous pouvons dire à partir de cette formule est que si aucune dépense n'est effectuée l'indice de bien-être sera de l'ordre de 4828. Ce qui signifie que d'autres variables autres que ces dépenses publiques ; non prises en considération par notre modèle; influe d'une manière positive sur le bien-être.

Conclusion

La stratégie de l'Algérie en matière de développement économique et de bien-être social, après la décennie noire (1990-1999) caractérisée par une crise politique (terrorisme) et une crise économique et sociale sans précédent ainsi qu'une situation financière difficile due à la chute des cours du pétrole ; a été axée essentiellement sur l'augmentation du volume des dépenses publiques. Ce processus ayant permis entre autres la diversification des sources de la croissance ainsi que la création de nouveaux emplois.

Cet objectif a pu être concrétisé grâce notamment aux plans quinquennaux qui ont été projetés par les pouvoirs publics : Les deux plans de soutien à la croissance mis en œuvre entre 2001 et 2009 ainsi que le plan quinquennal 2010-2014.

Ces derniers ont porté sur le développement des infrastructures de base (Logements, réalisation de grands projets de travaux publics, éducation, santé, formation, infrastructures administratives, économiques et sociales...etc.) et à la création de l'emploi.

D'autre part, il est à préciser qu'entre 2000 et 2012 ; nous avons assisté à l'ère du retour vers le : « tout Etat gestionnaire » marquée surtout par l'augmentation de la dépense publique évoluant à un rythme exponentiel.

Il en ressort de l'étude empirique que nous avons menée, les éléments suivants :

-Il existe cependant un lien positif et significatif; entre l'augmentation des dépenses publiques et le bien-être social.

Partant du principe que la théorie du bien-être social ou de l'optimum économique connaît actuellement son plein essor, il s'agit de déterminer pour ce qui concerne l'Etat algérien; une stratégie optimale tenant compte d'informations diverses ; qui peuvent l'aider dans l'adoption de mesures de politique économique, en vue d'améliorer le bien-être social.

Références bibliographiques :

- ❖ Podder, N and P. Mukhopadhyay (1999), «Welfare disparities among subgroups of population: the method of analysis with an application», *Advances in Econometrics, Income Distribution And Scientific Methodology*, Ed. D. J. Slottje, 87- 101
- ❖ Romina Boarini, Asa Johansson et Marco Mira d'Ercole, les indicateurs alternatifs du bien-être, cahiers statistiques n° 11, OCDE, Septembre 2006
- ❖ M. Fleurbaey, " ni perfectionniste, ni welfariste : l'indice des biens premiers est possible", *Revue de Philosophie Economique*, Vol 7, 2003, P 111-135
- ❖ Bernard Perret, séminaire DARES du 15 octobre 2002, Paris.
- ❖ Dr Khaled Saadaoui, Mokhtar Maazouz, "Au-delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain, *Revue de l'université Med Khider Biskra, Recherche économiques et Managériale*, n°5 juin 2009.
- ❖ Perret, B. (2001), « l'évaluation des politiques publiques », Collection repère, la découverte.
- ❖ J.E. STIGLITZ, *On the economic role of the state*, Oxford journal, 1990.
- ❖ Jean-Yves DUCLOS, « Pauvreté bien être social et équité » : Mesure, impact des politiques et estimations »-Département d'économie et CREFA-CRPEE, Université Laval, Canada, Octobre 2002.
- ❖ Lars Osberg et Andrew Sharpe, international comparisons of Trends in Economic well-being, paper presented at the annual meeting of the American Economic Association, 7-9 janvier 2000, Boston, Massachusetts.
- ❖ Lars Osberg et Andrew Sharpe, une évaluation de l'indicateur du bien-être économique dans les pays de l'OCDE, séminaire DARES du 15 octobre 2002, Paris.
- ❖ Perspectives économiques en Algérie-BAID-OCDE-2003.
- ❖ Quentin WODON et Shlomo YITZHAKI –chap. 2 -Inégalité et bien être social- dans *Inequality and S.W.* -26-Avril-2002.
- ❖ Serge TIEBLOT, théorie de l'Etat : naissance et vie d'un régulateur complexe, document de travail, décembre 1998.
- ❖ William C. Byrd, "contre performances économiques et fragilité institutionnelle", *Confluences Méditerranée*, n° 45 printemps 2003.
- ❖ Dialogue sur la naissance du libéralisme économique, les cahiers français, n°228, octobre-décembre 1986.
- ❖ « La possibilité du choix social - Conférence Nobel », *Revue de l'OFCE* n° 70, juillet 1999.
- ❖ Azam, J. P. (2005), « Politique macroéconomique et réduction de la pauvreté », in Germain.